

2002 fût l'année fondatrice de notre Centre de ressources, riche en détermination et en volonté. 2003 est résolument celle de l'action.



Depuis le dernier numéro de notre lettre d'Information, la dynamique opérationnelle de notre organisme s'est mise en marche. La structure administrative s'étant établie, l'équipe des administrateurs et des salariés a pu travailler sur le fond des sujets qui nous préoccupent.

Comme nous l'avions annoncé, l'équipe du CRPV est allée à la rencontre des acteurs de la politique de la Ville, dans le cadre des rencontres décentralisées (Arles, St Laurent du Var, Toulon et Cavaillon). Nous avons ainsi pu souligner l'intérêt de notre démarche et écouter les besoins, les interrogations de celles et ceux qui font la ville. Ces réunions ont d'ailleurs débouché, en février dernier sur la première réunion du Comité Consultatif, qui devient ainsi notre instance de veille qui fera "remonter" les réalités du terrain. Je tenais également à noter la réussite de l'Atelier des Rencontres Régionales de la Réhabilitation, où l'ensemble des acteurs institutionnels et socioprofessionnels, riches de douze années d'expériences et d'échanges ont plébiscité le CRPV pour organiser leurs prochains travaux.

Mais au-delà du conseil, des formations et des nombreuses rencontres organisées, ce premier trimestre aura été marqué par la première Conférence des Villes et des Agglomérations, qui s'est installée le 14 mars dernier, où plus de 35 communes furent représentées sur les 40 sites de la politique de la ville que compte la Région. Accueillis par le Président du Conseil Régional, nous avons pu présenter les objectifs de cette Conférence qui rassemble l'ensemble des élus chargés de la politique de la ville. Cette première "prise de contact", qui, dois-je le souligner, est une première nationale, fût riche et fructueuse, soulignant de nombreuses problématiques essentielles à la bonne conduite de cette politique.

Le Centre de ressources en tant que catalyseur de savoir-faire, d'initiateur de réflexions et d'échange est donc aujourd'hui sur la voie de l'action et de l'efficacité.

La dynamique doit être soutenue. D'autant que de nombreux partenaires nous font part aujourd'hui de leurs inquiétudes sur les annonces de réduction des crédits de la politique de la ville. Le CRPV sollicitera l'ensemble des décideurs afin que les acteurs puissent être informés des intentions de chacun.

Notre ambition est de devenir une plate-forme de services, une ressource efficace, et ouverte à tous. L'ambition devient réalité.

Odette CASANOVA, conseillère régionale et présidente du GIP

LES ACTIONS DU CENTRE DE RESSOURCES

L'évaluation, on en parle

■ L'évaluation est souvent critiquée, mal perçue, trop « techno ». Pourtant la totalité des collectivités, en signant les contrats de ville, se sont engagées dans la mise en place de ces évaluations ; cependant au delà de ces résistances, on note sur ces derniers mois une montée en puissance des démarches d'évaluation, avec des situations contrastées à l'échelle régionale : les villes d' **Aix-en-Provence, Arles, Avignon, Digne, Gap, La Ciotat, Manosque, Martigues, Miramas, Marseille, Port de Bouc, Port St Louis**, ont enclenché des démarches d'évaluation, et les départements du Var et des Alpes Maritimes ont souhaité préalablement une approche départementale avant de la décliner sur chaque territoire.

■ Le Centre de ressources a organisé une journée de sensibilisation en direction des chefs de projets le 29 janvier dernier (le compte rendu des travaux est disponible sur demande), et organise le 9 avril une journée dans les Alpes Maritimes avec la Préfecture et le Conseil Régional.

Contact : D. Michel : 04 96 11 50 41

Cycles de qualification

■ L'action « un projet de territoire éligible aux financements européens » se poursuit avec une trentaine de personnes jusqu'au mois de juin.

■ En partenariat avec le CNFPT, l'association « Les Jardins d'Amélie » et le CRPV, une **journée régionale d'information et de sensibilisation à l'économie solidaire** à partir des expériences de réalisation de jardins collectifs se tiendra la 1^{ère} quinzaine de juin : cette journée est destinée aux différentes collectivités inscrites dans les politiques contractuelles (élus et techniciens), aux CCAS et aux partenaires associatifs. Cette journée sera le point de départ d'une recherche action qui se déroulera sur l'année 2003/2004.

Formation Politique de la ville

Le Centre de ressources va assurer l'animation de la plate-forme régionale de formation politique de la ville en partenariat avec la DIV, le SGAR et les Préfectures de départements. Cette instance permet de faire le point sur les actions de formation dans les différents territoires de la politique de la ville, de préparer une synthèse des différentes demandes émanant de ces territoires, de proposer un plan de formation annuel ou pluri-annuel. Participent à cette plate-forme l'IRA de Bastia, le CNFPT et le CIFP d'Aix-en-Provence. Elle sera bientôt élargie à l'AROHLM et à l'association Villes en lien.

Contact : D. Michel : 04 96 11 50 41

Rencontres décentralisées

Quatre rencontres décentralisées se sont déroulées à Arles, Toulon, St Laurent du Var, les 24 et 31 janvier. Ces rencontres avaient pour but de présenter le CRPV, ses objectifs, ses axes de travail ainsi que d'annoncer la mise en place des instances consultatives et d'être à l'écoute des acteurs de terrain.

Comité consultatif

Le Comité consultatif constitué par le CA est une **instance consultative professionnelle** qui associe des professionnels qualifiés à la vie du Centre de ressources, donne son avis sur le programme d'action, les modalités de sa mise en œuvre, exprime des besoins, contribue à l'évaluation du CRPV. Quinze personnes se sont réunies le 14 février dernier pour son démarrage, ce qui a permis de fixer les contours de ce comité avant une réunion plénière qui se tiendra en juin-juillet prochain : il sera composé d'une quarantaine de membres.

Conférence des villes et agglomérations

Cette Conférence qui **rassemble les élus des collectivités** engagées dans la politique de la ville (villes, structures intercommunales, agglomérations, départements), est chargée d'élaborer un rapport annuel sur la mise en œuvre de la politique de la ville et les besoins qu'elle suscite. Elle s'est réunie le 14 mars à l'Hôtel de Région : Trente cinq collectivités sur les quarante invitées étaient présentes, ce qui témoigne de l'intérêt que portent les élus à une instance de ce type. Parmi les débats qui ont porté aussi bien sur les financements de la politique de la ville que sur les mutations qui s'opèrent avec le transfert de maîtrise d'ouvrage des contrats de ville aux agglomérations, l'idée que cette Conférence se transforme en Conférence Régionale de la Ville fait son chemin.

Ateliers de la réhabilitation

La journée bilan et passage de témoin s'est déroulée le 7 février dernier, près de 110 personnes étaient présentes, ce qui témoigne de l'intérêt que portent les professionnels à ce type d'instance. Un compte-rendu est en cours de réalisation et sera disponible d'ici un mois. Le prochain atelier aura lieu le 24 juin ou le 4 juillet 2003.

Initiatives Régionales

Martigues : gestion urbaine de proximité

Cinq conventions territoriales de gestion urbaine de proximité viennent d'être signées à Martigues. Les signataires en sont l'Etat, la Région Provence Alpes Côte d'Azur, le Département des Bouches-du-Rhône, le FASILD, la Ville de Martigues et la SA d'HLM Logirem. Les quartiers concernés sont les quartiers d'habitat social de Boudème, Canto Perdrix-Quatre vents, Croix Sainte-Mas de Pouane, Notre Dame des marins, Paradis Saint-Roch. Il s'agit de l'une des toutes premières conventions de gestion urbaine de proximité signées dans notre région, une initiative à suivre...

Contact : P. Cerdan chargé de mission Habitat, Ville de Martigues : 04 42 44 30 61

Lancement des Ateliers Santé Ville dans les Bouches du Rhône

L'Atelier Santé Ville (CIV du 14 décembre 1999) a vocation à constituer le dispositif opérationnel du volet santé du contrat de ville. Ce dispositif doit contribuer à réduire les inégalités sociales et territoriales en matière de santé en favorisant, notamment, la coordination des actions des différents acteurs locaux. L'Atelier Santé Ville permettra l'élaboration d'un plan local de santé publique.

Le département des Bouches-du-Rhône est fortement impliqué dans cette dynamique. A ce jour, les villes de Salon-de-Provence, Marseille, Martigues/Port de Bouc, Aix-en-Provence et Arles ont mis en place un ASV.

Contact : Mireille Lavit, DDASS : 04 91 00 59 24

Histoires de paysages à Port Saint-Louis du Rhône

Un travail portant sur une approche des paysages de Port Saint Louis du Rhône, conjuguant regard photographique et démarche sociologique, et associant les habitants, a été mené en 2000 et 2001 par l'association Transverscité et le photographe B. Lesaing, dans le cadre du contrat de ville. Il a donné lieu à la publication d'un très bel album de textes et photos « Carnet Images et paroles N°1, Histoires de paysages à Port Saint-Louis du Rhône ». Ce travail se poursuit actuellement sur le thème des métiers de la mer.

Contact : B. Lesaing : 04 42 26 04 04

Objectif 2 : des points relais

Afin d'inciter les utilisateurs des crédits européens Objectif 2, la Région et l'Etat lancent des Points Relais Objectif 2 sur le territoire régional. Le Programme communautaire Objectif 2 est un instrument financier important pour la Région Provence - Alpes - Côte d'Azur. Doté de 340 millions d'Euros, sur la période 2000-2006, il permet de cofinancer des projets dans les domaines économique et social sur les zones en difficultés structurelles de développement.

Contact : Région Paca : 04 91 57 50 57 ou à la Préfecture de Région au 04 91 15 60 42

Ouverture à Marseille de la Maison de l'architecture et de la ville

Cette Maison, siège de l'Ordre régional des architectes, est aussi un lieu d'accueil du public : expositions, conférences et débats y seront programmés régulièrement.

Contact : 12, boulevard Théodore Turner, 13006 Marseille ; Tél : 04 96 12 24 12

Informations générales

FASILD : Gel des crédits 2003

Les informations récentes sur les restrictions budgétaires suscitent les plus vives inquiétudes auprès des équipes opérationnelles, des responsables associatifs et des élus locaux. Ces restrictions concernant les crédits du FASILD, pour lesquels un gel budgétaire portant sur 50% des crédits 2003 a été annoncé. Un Comité interministériel à l'Intégration doit se réunir le 10 avril, à la suite duquel un certain nombre de mesures seront annoncées.

URBACT

Lancement du programme européen URBACT, réseaux d'échanges et d'expériences sur les politiques urbaines européennes.

Ce programme s'inscrit dans la continuité de l'initiative communautaire Urban. L'objectif est de renforcer les échanges d'expériences et de bonnes pratiques, en développant les échanges d'expériences transnationaux, la capitalisation d'expériences, les réflexions sur les politiques urbaines à mettre en œuvre. Ce programme s'adresse prioritairement aux villes qui ont bénéficié du programme « Projets pilotes urbains » ou des programmes Urban I et Urban II. Il est également ouvert à d'autres villes de l'Union européenne et aux villes des pays accédants. Un appel à projet pour des réseaux thématiques vient d'être lancé. C'est la France qui assure le secrétariat du programme.

Contact : <http://www.urbact.org>

Renouvellement urbain

Le Conseil National des Villes vient de rendre public un avis sur « les démolitions et le renouvellement de l'offre de logements sociaux ».

Le CNV a cherché à comprendre les raisons des démolitions et les intentions qui y président, et à analyser les difficultés rencontrées. Cet avis fait suite à l'avis publié en décembre 2002 sur « les enjeux du renouvellement urbain, de la mixité et du logement social ».

Contact : CNV : 01 40 56 61 35 ;

<http://www.ville.gouv.fr/infos/cnv>

Lancement du réseau euro-méditerranéen pour la protection des mineurs isolés

Ce réseau a été lancé officiellement le 25 novembre dernier à Marseille par le Conseil régional Provence-Alpes-Côte d'Azur avec l'association Jeunes errants et le Forum européen pour la sécurité urbaine. Il s'agit de sensibiliser les Etats concernés par le phénomène de l'errance et de l'exploitation des jeunes par des réseaux criminels, et d'aider au traitement des situations individuelles en échangeant les informations et les savoir-faire des équipes de terrain, d'assurer la liaison entre les

travailleurs sociaux et d'organiser des formations. Dans un premier temps limité aux acteurs institutionnels des collectivités territoriales de France, d'Italie, d'Espagne de Tunisie, d'Algérie et du Maroc, ce réseau a vocation à s'élargir en fonction de l'évolution des filières.

Contact : www.r-e-m-i.org

Une étude européenne sur les stratégies et actions d'inclusion sociale

La Commission européenne (DG Regio) lance un Programme d'étude relative à la recherche et la valorisation de stratégies et d'actions d'inclusion sociale dans les zones urbaines et rurales. Il s'agit d'identifier, développer et partager les « meilleures pratiques » en matière de lutte contre l'exclusion sociale. En partenariat avec la DIV, la DATAR, les Ministères des Affaires Sociales et de l'Equipement, 6 régions françaises ont été sélectionnées (en raison de l'expérience acquise depuis des années en matière de lutte contre l'exclusion, notamment par la mise en place de la politique de la ville) : Nord-Pas-de-Calais, Haute-Normandie, Ile-de-France, Pays de Loire, Rhône-Alpes, PACA.

Contact : FORs, Didier Vanoni : 01 48 24 79 00

Mise en place d'un Observatoire des territoires

La DATAR vient de réunir un groupe de travail en vue de la création d'un Observatoire des territoires (CIADT du 12 décembre 2002).

Contact : DIV, Michel Didier : 01 49 17 46 72

L'œil sur (Repérage documentaire)

A noter dans vos favoris :

LES SITES INTERNET DES CENTRES DE RESSOURCES POLITIQUE DE LA VILLE

Le CRPV fait partie du réseau national des centres de ressources Politique de la ville qui comprend à ce jour 12 centres. Certains se sont dotés de sites internet, qui peuvent être très utiles à consulter en terme de ressources.

Délégation interministérielle à la Ville :

i.ville, base de données en ligne qui fournit les textes intégraux. Recherche par thèmes (environ 25 grands thèmes), régions, recherche multi-critères possible (type de document, thèmes, dispositifs, région, auteur, etc...).

Adresse : <http://i.ville.gouv.fr>

Les centres de ressources régionaux :

- Profession Banlieue : <http://www.professionbanlieue.org>
- Centre de Ressources DSU (CRDSU, Rhône-Alpes) : <http://www.crdsu.org>
- Resoville (centre de ressources des régions Pays de Loire et Bretagne) : <http://www.resovilles.com>
- Institut régional de la ville (Nord - Pas de Calais) : <http://www.irev.fr>
- Ressources et territoires (Midi-Pyrénées) : <http://www.ressources-territoires.com>
- Espace Picard pour l'intégration (EPI, région Picardie) : <http://www.adri.fr/epi/>

ISSN : 1637-6382

Directeur de publication : Dominique Michel
Rédaction : Isabelle Marguerite ; Dominique Michel
Conception graphique, PAO : Marc Levert
Contact : Isabelle Marguerite
© CRPV-PACA. Imprimé sur papier recyclé

Publications (sélection)

■ EN CONSULTATION AU CENTRE DE RESSOURCES

Dynamique de la région Provence - Alpes - Côte d'Azur : **volume 1 : le territoire ; volume 2 : les hommes ; volume 3 : l'économie.**

Bernard Morel, Philippe Langevin, Mireille Pile (pour le volume « le territoire »). *La Tour d'Aigues : éditions de l'Aube, 2003 (79p, 91p, 75p)*

Ces trois ouvrages préfacés par Michel Vauzelle présentent une synthèse des données disponibles sur la région PACA et analysent les mutations en cours.

Contact : éditions de l'Aube : 04 90 07 46 60

Développement des territoires : **Quels outils financiers pour le partenariat public-privé ?**

Caisse des dépôts et consignations (CDC).

Paris : la Documentation française, 2003, 153p.

On observe l'émergence de nouvelles missions d'intérêt général (développement durable des territoires, renouvellement urbain...) qui dépassent le cadre des missions traditionnelles des services publics locaux. Pour atteindre le niveau des investissements indispensables afin de répondre à ces nouveaux besoins, les collectivités territoriales doivent recourir au financement privé, le partenariat public-privé est donc la modalité privilégiée de ces nouvelles missions. Cet ouvrage rend compte de diverses expériences en Europe, et ouvre des pistes de réflexions pour la France.

Contact : la Documentation française : 01 40 15 70 00

Territoires

Informations sociales, n° 104, décembre 2002, 134p.

Ce numéro de la revue de la Caisse nationale d'allocations familiales analyse la recomposition des territoires de l'action publique et la montée en puissance de la question territoriale dans le champ des politiques d'action sociale. La nouvelle organisation des territoires débouche sur une complexification accrue de l'architecture administrative et politique dont la cohérence apparaît problématique : comment se repérer dans le partage des différents niveaux de compétences et d'intervention de l'action publique ? S'agit-il d'aller vers plus de proximité, de coordonner de façon optimale l'action publique, d'agir localement de façon transversale ? Y a-t-il empiement, complémentarité, concurrence, opacité ? Les différentes contributions de ce numéro tentent d'apporter des réponses à toutes ces questions.

Contact : CNAF : 01 45 65 52 52

Vers une fonction-ressource

« Culture et Ville » en Grand sud-est. Une nouvelle aire d'action culturelle ?

Observatoire des politiques culturelles, 2002, 108p.

La thématique "culture et ville" fait partie des axes prioritaires de réflexion des DRAC Languedoc-Roussillon, Rhône-Alpes et Provence-Alpes-Côte-d'Azur, réunies au sein de la Mission interministérielle interrégionale d'aménagement du territoire Grand Sud-Est

(MIAT). Les travaux préalables de ce groupe de travail ont principalement mis en évidence le besoin de développer et de structurer une "fonction-ressource" dans ce domaine, susceptible de constituer une mémoire des expériences innovantes qui caractérisent la rencontre entre problématiques culturelle et urbaine, de créer un organe de suivi de l'actualité de ce secteur, et enfin, de proposer un lieu d'échanges et de réflexions entre acteurs de différentes origines. Cette étude fait l'objet du présent rapport qui se penche, en outre, sur les notions d'innovation artistique et culturelle ainsi que sur la définition du domaine "culture et ville".

Contact : Observatoire des politiques culturelles : 04 76 44 33 26

Face à l'insécurité sociale. Désamorcer les conflits entre usagers et agents des services publics

Suzanne Rosenberg, Marion Carrel. Paris : éditions la Découverte, 2002, 250p.

Les auteurs, pour désamorcer les conflits, proposent une démarche de « qualification mutuelle » des professionnels et citoyens additionnant les compétences techniques des uns et les compétences sociales des autres. Cette « co-production » des services publics locaux met en cause le fonctionnement de certains élus puisqu'il implique le partage de la connaissance et du pouvoir avec la population.

Contact : éditions la Découverte : 01 44 08 84 01

Médias et violences urbaines. Débats politiques et construction journalistique

Institut des hautes études de la sécurité intérieure. Paris : la Documentation française, décembre 2002, 222p.

Afin de clarifier les débats sur le rôle des journalistes dans la médiatisation des violences urbaines, les auteurs ont été amenés à s'interroger sur les conditions sociales et historiques dans lesquelles le débat sur les violences urbaines s'est structuré en France. Il apparaît qu'existe une interdépendance étroite entre le traitement journalistique des violences urbaines et les variations du débat public et politique sur ces mêmes questions : le « malaise dans le journalisme » serait ainsi symétrique d'un « malaise dans la politique » qui renvoie plus largement aux difficultés de la société française à saisir les significations de ces violences ainsi que l'insécurité qu'elles contribuent à alimenter. L'enquête conduite auprès de deux types de médias (la presse écrite et la télévision) se situe au cœur de ces interrogations.

Contact : la Documentation française : 01 40 15 70 00

Banlieues à problèmes. La construction d'un problème social et d'un thème d'action publique

Gérard Baudin, Philippe Genestier (Laboratoire Théories des mutations urbaines). Paris : la Documentation française, décembre 2002, 252p.

En quoi la banlieue comme thème politique et médiatique peut aussi représenter un objet de recherche et d'analyse ? La banlieue – qui recouvre des réalités sociales très contrastées – est marquée par le caractère urgent et spectaculaire que lui affectent les médias.

Contact : la Documentation française : 01 40 15 70 00

De la citoyenneté locale

Institut français des relations internationales (IFRI), Rémy Leveau, Catherine Withol de Wenden, Khadidja Mohsen Finan. Paris : la Documentation française (Travaux et recherches de l'IFRI), 2003, 162p.

Si le débat sur la citoyenneté locale des populations immigrées et issues de l'immigration a près de 30 ans, la dimension locale de la citoyenneté est apparue avec l'enracinement dans les banlieues de nouveaux acteurs issus du monde périurbain.

Contact : la Documentation française : 01 40 15 70 00

Diagnostic des processus de valorisation et dévalorisation des quartiers anciens

Sous la direction de Denise Aubry et Pascale Rieu. Paris : Ministère de l'Équipement, des Transports, DGUHC, 2002, 154p.

Cet ouvrage s'inscrit dans la politique de renouvellement urbain en quartiers existants. Il permet d'enrichir les réflexions préalables à toute opération visant à enrayer les situations de dévalorisation urbaines et sociales. Il apporte un complément méthodologique et opérationnel aux outils juridiques et financiers de renouvellement urbain.

Contact : Ministère de l'Équipement, DGUHC : 01 40 81 21 22

Finances solidaires

Un guide réalisé par l'association Finansol sur les finances solidaires permet de répondre aux questions qu'on peut se poser sur l'économie solidaire : comment les collectivités territoriales peuvent-elles promouvoir les finances solidaires, avec quels outils financiers, etc.

Contact : éditions Charles Léopold Mayer : 01 48 06 48 86 ; Finansol : 01 53 36 80 60 ; www.finansol.org

■ DOCUMENTS EN LIGNE

Enquête sur l'occupation du parc social et son évolution. Contexte et enjeux

L'enquête sur l'occupation du parc social et son évolution a été instaurée par la loi du 4 mars 1996 relative au supplément de loyer solidarité, modifiée par la loi de modernisation sociale du 17 janvier 2002. Cette loi impose aux organismes bailleurs, tous les 3 ans à compter de 1997, de transmettre au préfet avant le 30 avril de l'année de l'enquête, des renseignements statistiques après réalisation d'une enquête auprès de leurs ménages locataires. Ces renseignements ont vocation première à alimenter un rapport national sur l'occupation du parc et son évolution. Ce rapport est alors transmis au gouvernement puis remis au Parlement. Pour répondre à cette obligation légale et constituer une base nationale à des fins d'analyse statistique, l'application OPS (Occupation du Parc Social) a été développée.

Adresse : [http://www.urbanisme.equipement.gouv.fr/rubrique « dossiers »](http://www.urbanisme.equipement.gouv.fr/rubrique%20«%20dossiers%20»)

Typologie des aires urbaines de plus de 50000 habitants selon leur organisation en territoire de projet

A l'heure où des réflexions s'engagent pour une meilleure articulation entre les lois Voynet, Chevènement et SRU, ETD propose un bilan d'étape illustré par des cartes et des tableaux sur la façon dont les aires urbaines métropolitaines s'organisent en territoires de projets.

Adresse : <http://www.etd.asso.fr/actualites/noteaireurbaine.pdf>

Agenda

■ DANS LA RÉGION

Un cycle de conférences proposé par le CIDIM (Centre d'information et de documentation sur l'immigration et le Maghreb), de mars à juin 2003 :

Des représentations aux réalités : Les immigrés dans la société française

La haine de soi et de l'autre, par Nacira Guenif-Souleimas, sociologue, Université Paris 13, le vendredi 16 mai à 18h30 au CRDP de Marseille. Face au politique : persistance des rapports coloniaux, par Saïd Bouamama, sociologue, Université de Lille, vendredi 20 juin 2003, à 18h30 au CRDP.

Contact : CIDIM : 04 91 62 58 93

1^{ères} Journées de la médiation, 15 et 16 mai 2003 à Montpellier

Le Réseau des médiations associées (RMA) Méditerranée organise ces rencontres. Il s'agira d'une part d'échanger et de réfléchir au concept de médiation (société et besoin de médiation, fonction du tiers en médiation, éthique et déontologie de la médiation, la médiation en France et ailleurs), d'autre part de faire découvrir à un large public les multiples applications de la médiation : d'entreprise, familiale, sociale, de proximité, judiciaire, pénale, environnementale, scolaire, religieuse...

Contact : Karine Baudoin : 04 67 40 36 77

Troisièmes Rencontres nationales des maisons de services publics, 19 mai à Marseille

Cette manifestation est organisée avec le concours de la Délégation Interministérielle à la Ville et la Délégation à l'Aménagement du Territoire.

Ce colloque est plus particulièrement focalisé sur les conditions de la participation des usagers, d'où son titre : "Les Maisons de Services Publics - Un outil qui conjugue : Proximité, Singularité de la personne, Universalité du service".

4 ateliers de travail sur un thème lancé par un chercheur spécialisé : gestion de masse/individualisation ; coproduction avec les usagers ; le métier d'agent de services publics, agent de développement dans les plates-formes ; une charte de qualité pour les plates-formes entre innovations et fragilité.

Ce colloque sera aussi un lieu de rencontre pour mieux connaître le travail dans les plates-formes marseillaises et améliorer les relations avec les

agents de services publics. Il permettra de connaître les expériences dans les autres villes de France et d'appréhender ensemble comment mieux servir les usagers dans leur diversité.

Contact : Léo Lagrange Animations : 04 91 14 22 33

Forum « le droit, outil d'autonomie et de développement » : 23-24 mai à Carpentras, 26 mai à Toulon, 27 mai à Marseille

Ce Forum organisé sur trois sites s'inscrit dans un programme européen dont le thème est « le droit : une valeur d'échanges et de solidarités nord-sud ». Le Forum vise notamment à rassembler des acteurs de pratiques populaires d'utilisation du droit qui feront partager leur expérience dans les domaines d'accès au droit et de la participation citoyenne.

Contact : Association Eclorre (Espace-Ateliers d'initiatives communautaires de développement) : 04 90 75 44 07 ; asseclorre@free.fr

Toxicomanies, santé mentale, sécurités, 5 et 6 juin 2003 à Marseille

Thème choisi pour les XXIV^{èmes} Journées nationales de l'Association nationale des intervenants en toxicomanie (Anit). Le soin aux toxicomanes est aujourd'hui, comme hier, à la charnière de la santé publique et de la sécurité publique. Où en sommes-nous ?

Contact : Anit : 04 78 50 78 50 ; [mail : secretariat@anit.asso.fr](mailto:secretariat@anit.asso.fr)

Le plan de déplacements urbains, un processus sous le regard des chercheurs, 12 et 13 juin 2003 à Aix-en-Provence

Séminaire organisé par l'INRETS à la Maison méditerranéenne des Sciences sociales. Questions abordées : le PDU, pour quelle cohérence d'actions sur la ville ? Démocratie participative ou légitimation de l'action publique ; le PDU : nouveaux territoires et intercommunalité...

Contact : INRETS, Christine Gauci : 04 90 56 86 16

Premières rencontres des Conseils de Développement sur la région PACA, 20 juin à Saint-André les Alpes

Ces rencontres sont co-organisées par le Conseil Régional et le Conseil de Développement du pays des 3 V (Verdon-Vaïre-Var) dans le cadre du séminaire régional permanent des pays et agglomérations.

Contacts : J.Grossmith : 04 92 83 99 78 ou à la Région (Délégation à l'Innovation et à l'Action territoriale) : 04 91 57 55 59

■ AILLEURS

La place des CCAS dans un cadre territorial décentralisé : Quelles missions et quelle organisation pour conforter le lien social ? du 3 au 5 juin à Rodez

Tel est le thème retenu par l'Association nationale des cadres communaux de l'action sociale (Anccas) pour son congrès annuel. Ce sera l'occasion d'aborder les sujets suivants : la place du handicap dans la cité, l'intégration des malades en souffrance psychique dans la ville, les CCAS et le bénévolat, dans le champ de la réforme de la décentralisation : la place des CCAS et de l'action sociale des villes, le RMI et le RMA, l'informatisation des CCAS, ainsi que des questions d'actualité telles que la réforme de l'APA, la prestation unique petite enfance...

Contact : CCAS de Rodez (Mireille Rigal) : 05 65 77 88 92

Concentration et ségrégation, dynamiques et inscriptions territoriales, 1^{er} au 3 septembre 2003 à Lyon

39^{ème} colloque de l'ASRDLF (Association de science régionale de langue française).

L'objectif de ce colloque est de pointer l'articulation entre croissance économique et ségrégation socio-spatiale à différentes échelles du territoire. Il sera organisé autour des thèmes suivants : analyse des évolutions spatiales ; analyse des inégalités ; politiques publiques ; thématiques permanentes (métropolisation, politiques régionales, concurrence spatiale, etc..)

Contact : ENTPE : 04 72 04 70 92

Territoires institutionnels, territoires fonctionnels, 25 et 26 septembre 2003 à Macon

Alors que l'espace européen en gestation relance le débat sur la validité des échelons administratifs institués et que les récentes lois d'aménagement du territoire officialisent la possibilité d'une reconnaissance des modalités d'organisation socio-économique à l'échelon local, le colloque Territoires institutionnels, territoires fonctionnels sollicite une réflexion sur l'adéquation ou non de ces différentes formes de territoire.

Contact : Institut de recherche du Val de Saône mâconnais : 03 85 39 88 79

Si vous souhaitez continuer à recevoir la Lettre d'information du Centre de ressources, pourriez vous nous aider à mettre à jour notre base de données d'adresses en remplissant très lisiblement le formulaire ci-joint. Pensez à nous signaler tout changement, notamment au niveau des adresses e mail !

NOM, PRÉNOM :

ORGANISME :

SERVICE :

TITRE :

FONCTION :

TEL, FAX, PORTABLE :

E MAIL :



CRPV-PACA Groupement d'Intérêt Public
4, place Sadi Carnot (entrée C)
13002 Marseille - Tél. 04 96 11 50 41
email : crpv-paca@wanadoo.fr



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS